



Paris, le 14 Octobre 2020

Madame la Ministre,

Les territoriaux, sont les grands oubliés de la Fonction publique alors qu'ils ont été bien présents dans la gestion de la crise, ils ont su, avec les collectivités se réinventer et se dépasser. Mais force est de constater que leur dévouement n'a pas été pris en compte, par le gouvernement, à leur juste hauteur. Plus simplement ce pan de la Fonction publique est purement oublié, effacé. N'y a-t-il donc que les seules Fonctions publiques d'état et hospitalière ?

Ce dénigrement de l'action des agents territoriaux est un frein certain à l'attractivité mais pas seulement. Pour que les métiers territoriaux soient attractifs, il faudrait s'interroger sur les conditions de déroulement des carrières. Les régimes indemnitaires sont tellement inégaux sur nos territoires qu'il est peut-être temps de s'interroger à la mise en place de minima, sujet éminemment important dans le calcul des retraites.

Mais pour pouvoir avancer sur ces sujets majeurs, il faut être capable d'avoir un réel dialogue social et non un dialogue de façade. La suppression des CHSCT, n'est pas un signe positif. On ne fait pas de politique lorsque l'on traite d'hygiène et sécurité, on parle d'humain, de protection de la santé des agents pour leur permettre de travailler sereinement tout au long de leur vie professionnelle. Le CT ou futur CST n'a pas ce rôle et la Fonction publique territoriale connaît parfaitement ce sujet puisque c'est souvent une situation que nous avons tous et toutes connue lorsque l'hygiène et la sécurité faisaient partie des thèmes traités par les CTP avant 2014. Alors oui peut-être cela va-t-il fonctionner ici ou là mais uniquement dans les collectivités qui ont une réelle pratique du dialogue social, et ce n'est malheureusement pas le cas partout. Dans les faits, on tourne en rond, aucun dossier n'avance puisque la pratique du dialogue social ne fait pas légion. Alors je pose clairement la question, quand allons-nous commencer par nous acculturer à un VRAI dialogue social ?

Un bel exemple de non dialogue restera, en ces temps fort moroses pour l'écoute des positions des agents qui ont « la main dans le cambouis », la mise en place des lignes directrices de gestion. Alors que le confinement nous a contraints dans nos pratiques, alors que les élections ont été repoussées, comment accepter que ce sujet aussi important ne puisse pas obtenir un délai d'application au-delà du 31.12 pour permettre aux employeurs et aux représentants du personnel de traiter de ces dossiers en pleine conscience ?



Je ne reviens pas sur le jour de carence, vous connaissez notre position, en ces périodes de développement de la COVID 19, ne pas, a minima, remettre le dispositif que l'on a connu en mars sur l'abrogation du jour de carence est une pure aberration. Cela met en péril la santé de nos collègues et parfois même de la population par pure idéologie.

Quant à la prime dite « covid » nous ne pouvons que constater que c'est un échec fracassant qui n'est que source de désaccord, d'incompréhension et de mécontentement tant de la part des agents, que des employeurs.

Une autre grande déception pour la **FA-FPT**, c'est la reconnaissance de la maladie professionnelle. Pour nous le dossier n'est purement et simplement pas traité en l'état, mais qui tel que proposé ne règle rien, ne traite de rien. Une simple action de communication mais qui ne se préoccupe pas des réelles difficultés rencontrées par les agents atteints dans le cadre de leur travail par la COVID 19.

Pour continuer sur la santé, l'attente en matière de protection sociale complémentaire est grande parmi les agents territoriaux. Mais encore une fois la déception est là à la lecture du rapport présenté, dont nous saluons cependant le travail réalisé. On fait encore une fois fi de la Fonction publique territoriale. Preuve s'il en était nécessaire, de la méconnaissance par l'administration parisienne de la territoriale.

La modification des conditions de travail avec le développement du télétravail renvoi à une nécessité de développement des formations avec une réelle volonté de former tous les agents sur tous les territoires et de s'en donner les moyens. Mais tout ne doit pas se faire avec du distanciel, la formation doit se faire avec des êtres humains qui communiquent entre eux et qui échangent. Je ne reviens pas sur les matériels, les accès aux logiciels, la déconnexion, bref les conditions de mise en place de ce télétravail restant encore une fois bien trop hétérogène dans nos territoires

Pour clore mes propos, l'idée, depuis votre arrivée, de se rapprocher des territoires et des agents par des visites régulières est un premier pas que nous ne pouvons que saluer. Mais cela ne doit pas se borner uniquement par ces actions ponctuelles. Encore une fois, les territoriaux sont les grands oubliés de toutes ces intentions fort louables alors qu'ils ont démontrés toute leur utilité pendant la première vague.

Je vous remercie,

Martine GRAMOND-RIGAL  
Présidente de la **FA-FPT**